

FAD-14

**Prise en compte de la fragilité
dans le système d'allocation basée sur la performance**

Note technique

Première réunion de la reconstitution du FAD-14
Mars 2016
Abidjan, Côte d'Ivoire



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Table des matières

1.	Introduction	1
2.	Options examinées et méthodologie	1
	<i>Indices à étudier</i>	<i>1</i>
	<i>Méthodologie</i>	<i>2</i>
3.	Résultats des simulations	2
	<i>Variation des allocations</i>	<i>2</i>
	<i>Impact sur la performance</i>	<i>3</i>
	<i>Impact sur les pays éligibles à la FAT</i>	<i>4</i>
	<i>Inclusion de l'enveloppe FAT dans le système d'ABP</i>	<i>5</i>
4.	Conclusion	6
	Annexe I : Synthèse comparative des indices de fragilité	7
	Annexe II : Résumé de l'impact des simulations étudiées	9
	<i>Tableau A1 : Résumé de l'impact de l'IFE</i>	<i>9</i>
	<i>Tableau A2 : Résumé de l'impact de l'IEF</i>	<i>9</i>
	<i>Tableau A3 : Résumé de l'impact de l'IVE</i>	<i>10</i>
	<i>Tableau A4 : Résumé de l'impact de l'IDIA</i>	<i>10</i>
	Annexe III : Impact des simulations étudiées sur les variations individuelles des ABP	11
	<i>Tableau B1 : Impact de l'IFE sur les variations individuelles des ABP</i>	<i>11</i>
	<i>Tableau B2 : Impact de l'IEF sur les variations individuelles des ABP</i>	<i>12</i>
	<i>Tableau B3 : Impact de l'IVE sur les variations individuelles des ABP</i>	<i>13</i>
	<i>Tableau B4 : Impact de l'IDIA sur les variations individuelles des ABP</i>	<i>14</i>
	Annexe IV : Impact des options étudiées sur la performance	15
	<i>Graphique C1 : Impact de l'IFE sur la distribution des ABP par quintiles d'EPP (en pourcentage)</i>	<i>15</i>
	<i>Graphique C2 : Impact de l'IEF sur la distribution des ABP par quintiles d'EPP (en pourcentage)</i>	<i>15</i>
	<i>Graphique C3 : Impact de l'IVE sur la distribution des ABP par quintiles d'EPP (en pourcentage)</i>	<i>16</i>
	<i>Graphique C4 : Impact de l'IDIA sur la distribution des ABP par quintiles d'EPP (en pourcentage)</i>	<i>16</i>
	Annexe V :	17
	Annex V : Impact des options étudiées sur les besoins liés à la fragilité	17
	<i>Graphique D1 : Distribution des ABP par quintiles d'IFE (en pourcentage)</i>	<i>17</i>
	<i>Graphique D2 : Distribution des ABP par quintiles d'IEF (en pourcentage)</i>	<i>17</i>
	<i>Graphique D3 : Distribution des ABP par quintiles d'IVE (en pourcentage)</i>	<i>18</i>
	<i>Graphique D4 : Distribution des ABP par quintiles d'IDIA (en pourcentage)</i>	<i>18</i>
	Annexe VI : Impact des options étudiées sur les allocations des pays éligibles à la FAT	19
	<i>Graphique E1 : Impact de l'IFE sur les allocations des pays éligibles à la FAT</i>	<i>19</i>
	<i>Graphique E2 : Impact de l'IEF sur les allocations des pays éligibles à la FAT</i>	<i>19</i>
	<i>Graphique E3 : Impact de l'IVE sur les allocations des pays éligibles à la FAT</i>	<i>19</i>
	<i>Graphique E4 : Impact de l'IDIA sur les allocations des pays éligibles à la FAT</i>	<i>20</i>

Tableau

Tableau 1 : Principaux résultats des simulations étudiées	5
--	----------

Graphiques

Graphique 1 : Simulations étudiées	2
Graphique 2 : Variations individuelles de l'ABP (en pourcentage)	4
Graphique 3 : Part des ressources acheminées vers les pays éligibles à la FAT (en milliards d'UC)	6

Sigles et abréviations

ABP	Allocation basée sur la performance
EPIP	Évaluation des politiques et des institutions des pays
EPP	Évaluation de la performance des pays
FAD	Fonds africain de développement
FAD-13	Treizième reconstitution du Fonds africain de développement
FAD-14	Quatorzième reconstitution du Fonds africain de développement
FAT	Facilité d'appui à la transition
IDIA	Indice de développement des infrastructures en Afrique
IEF	Indice des États fragiles
IFE	Indice de fragilité des États
IVE	Indice de vulnérabilité économique
NPPP	Évaluation de la performance du portefeuille
PMR	Pays membre régional
Pop	Population
RNBph	Revenu national brut par habitant
UC	Unité de compte

PRISE EN COMPTE DE LA FRAGILITÉ DANS LE SYSTÈME D'ALLOCATION BASÉE SUR LA PERFORMANCE

1. Introduction

- 1.1 La présente note technique fait suite à la demande, formulée lors de la revue à mi-parcours du FAD-13, d'étudier la possibilité de prendre explicitement en compte la fragilité dans la formule d'allocation basée sur la performance (ABP) du FAD. Aux fins de la présente note et en accord avec la stratégie du Groupe de la Banque¹, la « fragilité » désigne une situation à risque élevé d'effondrement des institutions et du tissu social ou de conflit violent. Cette notion implique un déséquilibre entre les tensions et les défis (internes et externes) auxquels l'État et la société doivent faire face et leurs aptitudes à les gérer.
- 1.2 La présente note est structurée comme suit : après l'introduction, la partie 2 présente diverses options à étudier ainsi que la méthode retenue pour les simulations. La partie 3 porte sur les résultats des simulations. Enfin, la partie 4 conclut la note.

2. Options examinées et méthodologie

- 2.1 La formule d'ABP a été ajustée au cours du FAD-13 afin d'inclure une mesure du déficit d'infrastructures dans les pays éligibles aux ressources du FAD. La formule a deux composantes essentielles : les besoins, d'une part, et la performance, d'autre part. Les besoins sont capturés à travers le revenu national brut par habitant (RNBph), la population (Pop) et le déficit des infrastructures tel que mesuré par l'Indice de développement des infrastructures en Afrique (IDIA). Quant à la performance, cette dernière est déterminée par l'évaluation de la performance des pays (EPP), qui se fonde principalement sur les scores des groupes (A, B, C, D, et E) de l'évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP) et de la notation de la performance du portefeuille pays (NPPP). L'ABP se calcule selon la règle suivante :

$$A = EPP^{4,125} \times RNBph^{-0,125} \times Pop^1 \times IDIA^{-0,25} \quad (1)$$

$$EPP = \begin{cases} 0,20 \times EPIP_{ABC} + 0,58 \times EPIP_D + 0,06 \times EPIP_E + 0,16 \times NPPP \\ 0,36 \times EPIP_{ABC} + 0,58 \times EPIP_D + 0,06 \times EPIP_E \text{ si pas de portefeuille} \end{cases} \quad (2)$$

- 2.2 Pour capturer la fragilité de manière explicite dans l'ABP, nous considérons une approche qui consisterait à ajouter un nouvel indice de fragilité dans la composante « besoins » de la formule, comme suit :

$$A = EPP^{4,125} \times RNBph^{-0,125} \times Pop^1 \times IDIA^{-0,25} \times (\text{Nouvel indice})^\gamma \quad (3)$$

où γ est un exposant appliqué au nouvel indice (paragraphe 2.4).

Indices à étudier

- 2.3 Un certain nombre d'indices mesurant la fragilité² peuvent être envisagés (voir à l'annexe I). Certains de ces indices concernent exclusivement des dimensions spécifiques de la fragilité telles que la sécurité, tandis que d'autres ont une portée plus vaste et couvrent des dimensions incluant des facteurs politiques, économiques, naturels, démographiques et sociaux.
- 2.4 Ces indices ont été évalués dans le cadre de la présente étude pour leur simplicité et leur proximité avec la propre définition de fragilité de la Banque, qui met en avant les dimensions économiques, politiques, sociales et sécuritaires. Trois indices ont été retenus : l'Indice de fragilité des États (IFE), l'Indice des États fragiles (IEF) et l'Indice de vulnérabilité économique (IVE). Ces trois indices sont

¹ Voir la Stratégie 2014-2019 du Groupe de la Banque pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique (FAD/BD/WP/2014/30/Rev.2).

² Parmi les indices les plus utilisés figurent l'Indice de transformation de Bertelsmann de la Fondation Bertelsmann, les indicateurs pays pour la politique étrangère de l'Université Carleton, l'indice ND-GAIN de l'Université Notre Dame, l'Indice de vulnérabilité environnementale du PNU, l'Indice des États fragiles du Fonds pour la paix, l'Indice de la faiblesse des États dans le monde en développement de la Brookings Institution, l'Indice de vulnérabilité économique du Comité des politiques de développement du Conseil économique et social des Nations Unies (établi avec le concours de la FERDI – Fondation pour les études et recherches sur le développement international) et l'Indice de fragilité des États du Center for Systemic Peace.

régulièrement mis à jour pour les pays éligibles aux ressources du FAD. Ils ont été normalisés entre 0 et 100. Aux fins des simulations, l'exposant γ dans l'équation (3) a été fixé à 0,5, 1,0, et 1,5. Pour chaque scénario, nous avons utilisé une moyenne mobile de l'indice sur trois ans pour éviter une volatilité excessive des allocations.

- 2.5 Il convient de rappeler que la formule d'ABP a été modifiée lors du FAD-13, par l'inclusion de l'IDIA avec un exposant de -0,25. Il s'avère que l'IDIA est étroitement lié à la fragilité et pourrait servir d'indicateur à cet égard. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que les pays présentant un déficit d'infrastructures sont généralement des pays enclavés, touchés par des conflits, en situation de post-conflit ou de transition qui accentue la vulnérabilité. Par conséquent, nous avons examiné la mesure dans laquelle les allocations varieraient si l'on augmentait l'impact de l'IDIA en diminuant son exposant, qui passerait à -0,5, -0,75, et -1,0.
- 2.6 Par souci de clarté, la suite de la présente note rend compte du scénario 2 pour chaque option, c'est-à-dire les options avec exposant de 1,0 pour les nouveaux indices (IFE, IEF et IVE) et l'option avec exposant de -0,75 pour l'IDIA. Les scénarios restants sont présentés en annexes.

Méthodologie

- 2.7 Notre scénario de référence utilise les mêmes données d'entrée et enveloppes d'ABP que celles du FAD-13. Nous avons prévu, pour chaque option, une deuxième simulation dans laquelle l'enveloppe FAT est ajoutée aux ressources disponibles pour allocation dans le cadre de l'ABP (graphique 1). Lors des simulations, le choix des exposants était guidé par la nécessité de préserver la performance comme le principe de base de l'ABP. Actuellement, la part des ressources d'ABP pour les 16 pays des deux quintiles supérieurs de l'EPP est de 68,5 %. Aux fins de ces simulations, cette part est fixée à un minimum de 65 %.

Graphique 1: Simulations étudiées

Données d'entrée	Les même que pour le FAD-13	
Enveloppes	ABP	ABP plus FAT
Options et scénarios	Option 1: IFE dans la formule d'ABP	Scénario 1 : $\gamma = 0,5$
	Option 2 : IEF dans la formule d'ABP	Scénario 2 : $\gamma = 1,0$
	Option 3 : IVE dans la formule d'ABP	Scénario 3 : $\gamma = 1,5$
	Accroître l'impact de l'IDIA	Scénario 1 : Exp. (-0,5)
		Scénario 2 : Exp. (-0,75)
		Scénario 3 : Exp. (-1,0)

- 2.8 Nous utilisons cinq critères pour évaluer les résultats de chaque option : (i) clarté et simplicité de l'indice ; (ii) disponibilité et fréquence des données ; (iii) variation des allocations ; (iv) impact sur le lien entre ABP et performance pays ; et (v) impact sur les ABP des 18 États fragiles éligibles à la FAT. Une évaluation sommaire des deux premiers critères figure à l'annexe I. La partie suivante montre comment les ressources sont réaffectées pour chaque option étudiée et traite des résultats des simulations concernant les trois critères restants.

3. Résultats des simulations

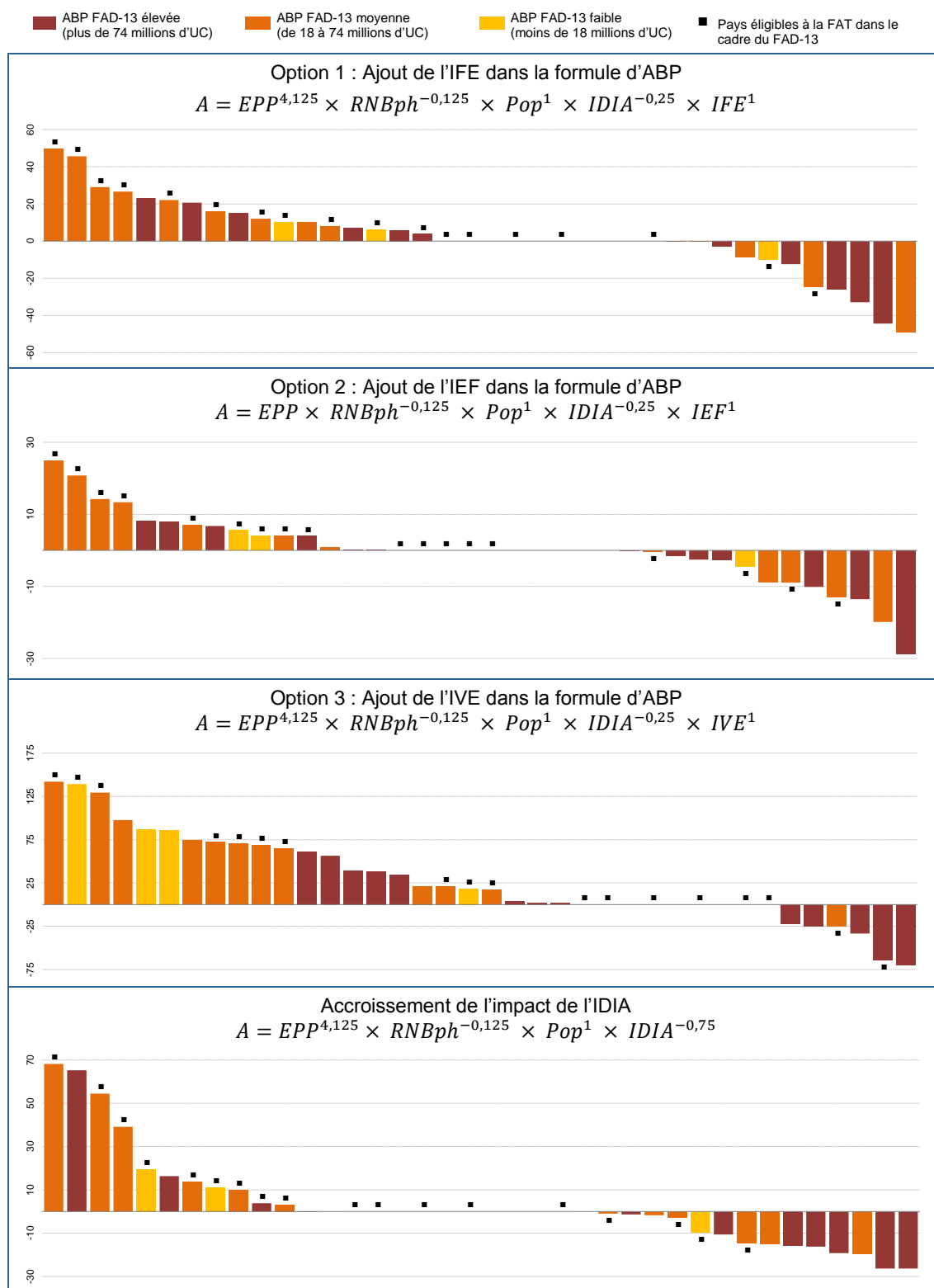
Variation des allocations

- 3.1 Le graphique 2 montre les variations relatives des ABP générées par chaque option. Pour les deux premières options (IFE et IEF), l'augmentation profiterait essentiellement aux pays bénéficiant d'allocations à taille moyenne, tandis que les réductions concerneraient principalement les pays à plus grandes allocations. Les pays qui reçoivent les plus faibles allocations ne seraient pas touchés de manière significative. Parmi ces pays, cinq éligibles à la FAT recevraient les mêmes allocations. Il est intéressant de noter que les variations positives et négatives d'ABP à titre individuel seraient similaires en termes absolus selon ces deux options.
- 3.2 Concernant l'option IVE, l'impact est nettement supérieur, comparé aux deux options précédentes. En effet, les pays présentant des variations positives d'ABP tourneraient en moyenne autour de 58,7 %, tandis que ceux présentant des variations négatives tourneraient en moyenne autour de -40,1 %. De plus, contrairement à l'IFE et à l'IEF, les variations positives d'ABP sont nettement plus importantes que les variations négatives en termes absolus.
- 3.3 En diminuant l'exposant de l'IDIA dans la formule d'ABP, l'augmentation moyenne passe à 23,5 % pour les pays présentant des variations positives, et à -12 % pour les pays présentant des variations négatives. Les variations positives les plus fortes surviennent dans les pays bénéficiaires d'allocations à tailles moyennes et faibles, dont neuf éligibles à la FAT. Les variations négatives touchent fortement les pays dont les allocations sont de grandes tailles, tandis que la plupart des faibles allocations ne sont touchées que très légèrement, ce qui est le cas pour cinq pays éligibles à la FAT.
- 3.4 Pour ce qui est de l'effet de redistribution des ressources, l'IFE et l'IDIA redistribuent environ 200 millions d'UC par cycle (212,45 millions pour l'IFE et 192,61 millions pour l'IDIA), contre plus de 600 millions d'UC par cycle pour l'IVE, ce qui est relativement élevé. L'effet de redistribution de l'IEF est le plus faible, avec 95,96 millions d'UC réalloués à partir des pays à plus grandes allocations vers ceux à plus faibles allocations par rapport au scénario de référence.
- 3.5 L'annexe II et l'annexe III donnent des informations détaillées sur les effets de redistribution et les variations d'ABP à titre individuel, générés par les différentes options dans les divers scénarios.

Impact sur la performance

- 3.6 L'ajout d'un nouvel indice de fragilité dans la formule d'ABP selon le scénario 2 n'altérerait pas de manière substantielle le lien entre la performance et le montant des allocations par rapport au scénario de référence. Comme le montre le tableau 1, une fois ajoutés au système d'ABP avec un exposant de 1,0, les IFE, IEF et IVE achemineraient chacun plus de 66 % des ressources d'ABP aux seize pays les plus performants en terme d'EPP (deux premiers quintiles). Ce constat vaut également lorsque l'exposant d'IDIA est réduit à -0,75, auquel cas les pays des deux quintiles les plus performants obtiendraient plus de 65 % de l'ABP.
- 3.7 En règle générale, les divers scénarios simulés des options étudiées préserveraient la correspondance entre performance et allocations en assurant plus de 65 % des allocations aux deux premiers quintiles de l'EPP. Cela s'explique par le fait qu'une partie importante de la redistribution se ferait du premier au deuxième quintile de performance.
- 3.8 L'annexe IV présente des informations plus détaillées sur la distribution de l'ABP par quintiles de l'EPP ainsi que les simulations étudiées.

Graphique 2 : Variations individuelles de l'ABP (en pourcentage)



Impact sur les pays éligibles à la FAT

- 3.9 Comme indiqué au tableau 1, l'ajout de l'IFE, de l'IEF et de l'IVE dans la formule d'ABP conduira à des augmentations similaires de la part d'ABP destinée aux pays éligibles à la FAT. Par exemple, l'option de l'IFE permettrait d'acheminer 30,6 % d'ABP affectée aux pays éligibles à la FAT, contre 27,4 % dans le scénario de référence. Neuf à onze pays éligibles à la FAT obtiendraient des allocations plus élevées que dans le scénario de référence, et deux à quatre pays, des allocations plus faibles.

Tableau 1 : Principaux résultats des simulations étudiées

		Référence	Option 1 : IFE	Option 2 : IEF	Option 3 : IVE	IDIA
		FAD-13	Scénario 2 $\gamma = 1,0$	Scénario 2 $\gamma = 1,0$	Scénario 2 $\gamma = 1,0$	Scénario 2 Exp. (-0,75)
Ressources redistribuées (millions d'UC)		NA	212,45	95,96	611,79	192,61
Part d'ABP dans les deux quintiles supérieurs de l'EPP (pourcentage)		68,6	66,3	67,5	67,6	65,6
ABP aux pays FAT (millions d'UC)		816,39	908,16	885,98	843,74	893,30
Part d'ABP aux pays FAT (pourcentage)		27,4	30,6	28,8	28,5	30,1
Impact sur les pays FAT dont l'ABP augmente	Non,	NA	11	9	10	9
	MM UC	NA	9,82	5,91	22,79	10,09
Impact sur les pays FAT dont l'ABP diminue	Non,	NA	2	4	2	4
	< UC MM	NA	-8,12	-3,40	-100,29	-3,48

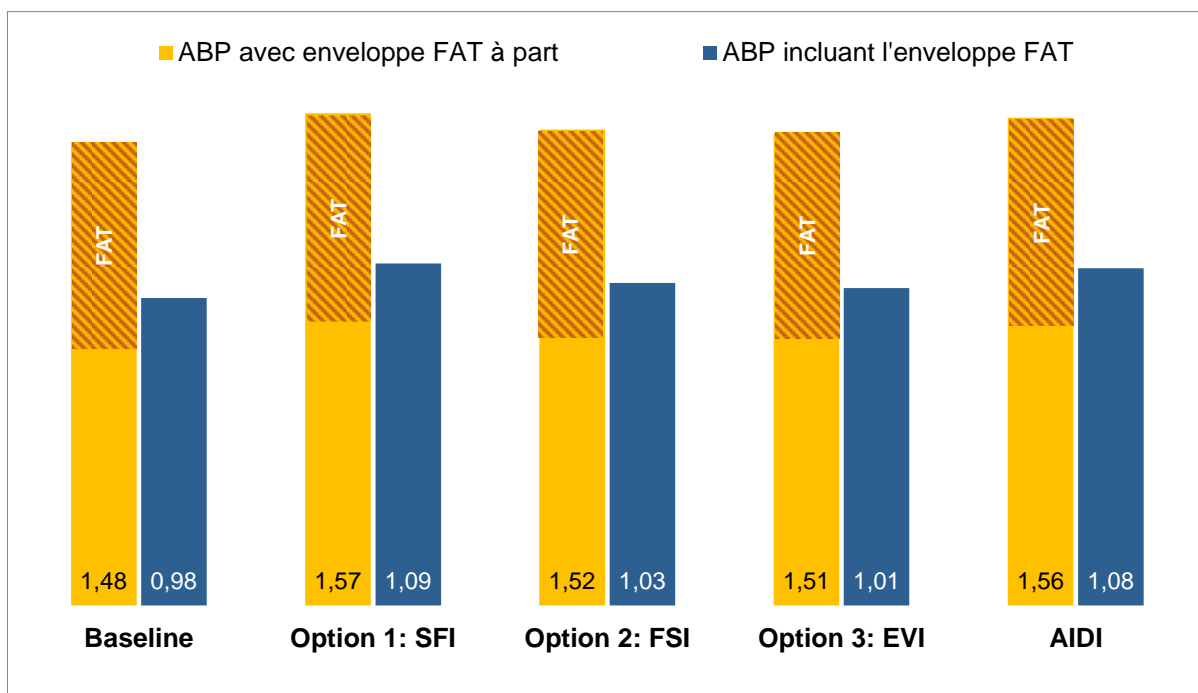
Note : NA – non applicable

- 3.10 L'IDIA obtiendrait des résultats similaires à ceux des trois options étudiées. Avec une baisse de l'exposant de -0,25 à -0,75 dans la formule d'ABP actuelle, l'IDIA fournirait 30,1 % de l'ABP destinée aux pays éligibles à la FAT, dont neuf devraient connaître une augmentation moyenne de 10 millions d'UC au cours du cycle par rapport au FAD-13, et une diminution moyenne de 3 millions d'UC pour quatre d'entre eux.
- 3.11 Par ailleurs, il est intéressant de noter que l'IVE, compte tenu de son important effet de redistribution, affecterait +22,79 millions d'UC supplémentaires en moyenne à chacun des dix pays éligibles à la FAT dont l'ABP augmentera. Toutefois, d'après cette option, deux pays éligibles à la FAT verraient leur ABP baisser d'un montant significatif, correspondant à 100 millions d'UC en moyenne par cycle.

Inclusion de l'enveloppe FAT dans le système d'ABP

- 3.12 Dans le cas des changements proposés dans la formule d'ABP, l'intégration de l'enveloppe FAT dans les ressources d'ABP n'aurait pas pour effet de canaliser davantage de ressources vers les pays éligibles à la FAT (graphique 3). Selon le scénario de référence, le total d'ABP canalisé vers les pays éligibles à la FAT s'élèverait à environ 497 millions d'UC, ce qui représente un montant plus faible que celui correspondant à la configuration actuelle, dans laquelle la FAT constitue une enveloppe à part. Aucune des options étudiées ne compenserait cette réduction. Par exemple, il est probable qu'avec l'option d'IVE, les pays éligibles à la FAT perdraient 493 millions d'UC sur le montant total de leurs ressources FAD.

Graphique 3 : Part des ressources acheminées vers les pays éligibles à la FAT (en milliards d'UC)



4. Conclusion

- 4.1 La présente note a analysé la façon dont la fragilité pourrait être incluse explicitement dans la formule ABP. Nous avons étudié quatre options par le biais de simulations différenciées, dont les résultats sont résumés à l'annexe VI. Les trois premières options ont consisté en l'ajout dans la formule de nouveaux indices tenant compte de divers aspects de la fragilité, tandis que la quatrième option a utilisé l'IDIA dans la formule existante comme indicateur de fragilité. Si aucune des options n'altère fondamentalement le principe de performance sous-jacent du système d'ABP, les effets suggérés par les simulations des trois premières options pourraient être reproduits en augmentant l'impact de l'IDIA dans la formule actuelle. En outre, il est à noter que, d'après les scénarios étudiés, l'intégration de l'enveloppe FAT dans les ressources d'ABP ne se traduirait pas par l'affectation davantage de ressources vers les pays éligibles à la FAT.

Annexe I : Synthèse comparative des indices de fragilité

Indice	Portée de l'indice	Clarté et simplicité	Fréquence et publication (en février 2016)	Disponibilité des données
Indice de fragilité des États <i>Center for systemic peace</i>	Cet indice a pour objet de mesurer le degré de fragilité des pays d'après leur capacité à gérer les conflits, à concevoir et mettre en œuvre les politiques publiques et à fournir des services essentiels. Il entend mesurer également leur résilience systémique en ce qui concerne la préservation de la cohérence du système, de la cohésion et de la qualité de vie, tout en remédiant efficacement aux défis et aux crises, et en assurant la continuité d'un développement progressif.	Cet indice regroupe huit indicateurs mesurant deux qualités de la performance des États, à savoir l'efficacité et la légitimité dans quatre domaines – sécurité, politique, économie et bien-être. Il tient compte en outre d'indicateurs qualitatifs sur : les conflits armés, le type de régime en place, la production ou la consommation nette de pétrole ; et les effets régionaux. Une note allant de 0 (moins fragile) à 25 (plus fragile) est attribuée à partir de ce cadre de mesure, indiquant le degré de fragilité des pays et leur capacité à gérer les conflits, à concevoir et mettre en œuvre les politiques publiques et à fournir des services essentiels, ainsi que leur résilience systémique en matière de préservation de la cohérence du système, la cohésion et la qualité de vie, de réponse efficace aux défis et aux crises, et de maintien de la continuité d'un développement progressif.	Produit chaque année pour 167 pays ; dernières données publiées pour 2014.	Données disponibles sur le site internet du Center for Systemic Peace (http://www.systemicpeace.org/) pour tous les pays éligibles au FAD à l'exception de Sao Tomé et Príncipe.
Indice des États fragiles <i>Fonds pour la paix</i>	Cet indice a pour objet de mesurer les pressions que peuvent subir les États et de déterminer – sur le plan social, économique et politique – à quel moment ces pressions risquent de pousser les États au bord de la faillite.	L'indice s'appuie sur une grande diversité de sources de données agrégées autour de douze grands indicateurs sociaux, économiques et politiques. Il a pour objectif de mesurer divers types de pressions susceptibles de pousser les États au bord de la faillite. Les indicateurs sociaux évaluent la capacité des États à assurer la sécurité et à préserver les citoyens de phénomènes tels que les pressions démographiques (maladies et catastrophes naturelles), le déplacement de populations, les tensions et la violence entre groupes, et la fuite des cerveaux. La composante économique s'efforce de mettre en évidence les disparités du développement économique entre les groupes ethniques, religieux ou régionaux dans un pays donné. Elle tente aussi d'évaluer dans quelle mesure la pauvreté et le déclin économique peuvent mettre à mal la capacité des États à garantir à leurs citoyens un accès équitable aux débouchés économiques. Enfin, les indicateurs politiques cherchent à mesurer la légitimité de l'État et sa capacité à : lutter contre la corruption ; fournir des services publics dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'assainissement ; protéger les droits humains et l'État de droit ; conserver le monopole d'utilisation de la force légitime de l'appareil sécuritaire ; protéger les dirigeants nationaux ; et satisfaire à ses obligations nationales et internationales en se passant d'interventions extérieures. Les données vont de 0 à 120. Plus la note est élevée, plus la situation est fragile.	Produit chaque année pour 178 nations ; dernières données publiées pour 2015.	Données disponibles sur le site internet du Fonds pour la paix (http://IEF.fundforpeace.org/) pour tous les pays éligibles au FAD.
Indice de vulnérabilité économique <i>Comité des politiques de développement du Conseil économique et social des Nations Unies, avec le concours de la FERDI</i>	Cet indice doit permettre de recenser les pays les plus défavorisés par des freins structurels à la croissance. Il mesure la vulnérabilité économique structurelle, qui peut découler de l'exposition aux chocs extérieurs tels que la volatilité des cours mondiaux des matières premières ou les fluctuations internationales des taux d'intérêt, et de l'exposition à des facteurs exogènes tels que l'éloignement géographique.	L'indice se compose de huit indicateurs : (i) taille de la population ; (ii) éloignement ; (iii) concentration de l'exportation de marchandises ; (iv) part des activités agricoles, forestières et halieutiques dans l'économie ; (v) proportion de la population dans les zones à faible altitude ; (vi) instabilité des exportations de biens et de services ; (vii) victimes de catastrophes naturelles ; et (viii) instabilité de la production agricole. Les données vont de 0 à 100, où plus la valeur est élevée plus la situation est fragile.	Compilé tous les trois ans ; dernières données publiées concernant l'année 2011.	Données disponibles sur le site internet de la FERDI (http://www.ferdi.fr/) pour les pays éligibles au FAD à l'exception du Soudan du Sud.
Indice de développement des infrastructures en	Cet indice mesure le niveau de développement des infrastructures en Afrique par l'accès aux produits de base liés au transport, à l'énergie, aux TIC et à l'assainissement.	L'indice donne des informations consolidées et comparatives sur la situation et les progrès en ce qui concerne le développement des infrastructures dans les pays africains, en se fondant sur quatre	Compilé chaque année pour les 54 pays africains. Les dernières données	Données disponibles sur le site internet de la Banque africaine de développement (http://www.afdb.org/)

Afrique <i>Banque africaine de développement</i>		indicateurs bien connus mesurant l'accès au transport, à l'électricité, aux TIC et à l'eau et l'assainissement. Il utilise une méthode claire et simple de collecte et de compilation d'informations. Les notes vont de 0 à 100 et plus la note est élevée, plus les infrastructures sont développées.	publiées datent de 2013.	pour tous les pays africains.
Indice de transformation de Bertelsmann (BTI) <i>Fondation Bertelsmann</i>	Il examine et évalue comment les pays en transformation gèrent les changements sociaux vers la démocratie et une économie de marché. L'indice permet de situer chaque pays dans sa progression vers la démocratie dans le cadre de l'état de droit et de l'économie de marché ancrée dans les principes de justice sociale.	L'indice du BTI regroupe une série de 12 critères ainsi que deux dimensions analytiques : l'une évalue l'état de transformation politique, l'autre, l'état de la transformation économique. Les données sont assorties de notes allant de 1 à 10. Une valeur plus faible signifie que la situation s'aggrave.	Produit tous les deux ans . La dernière évaluation publiée date de 2014.	Données disponibles pour 129 pays sur le site internet du BTI (http://www.bti-project.org/); pour les pays éligibles au FAD, les Comores, Djibouti, la Gambie, la Guinée-Bissau et Sao Tomé et Príncipe ne sont pas pris en compte.
Indice de fragilité d'indicateurs pays pour la politique étrangère (CIPF) <i>Université Carleton</i>	L'indice de fragilité d'indicateurs pays pour la politique étrangère (CIPF) repose sur l'idée que les États doivent afficher trois qualités fondamentales, que sont l'autorité, la légitimité et la capacité (ALC). Les faiblesses de l'un ou l'autre de ces aspects ont une incidence sur la fragilité globale du pays.	En plus du cadre d'évaluation d'ALC, l'indice s'appuie sur des indicateurs structurels regroupés en six grappes qui décrivent la fragilité/solidité étatique : gouvernance, économie, sécurité et criminalité, développement humain, démographie et environnement. Les notes vont de 1 à 9. Plus la note est faible, plus la situation est fragile.	Compilé chaque année pour 200 pays ; dernières données publiées pour 2012.	Données disponibles sur le site internet de l'Université Carleton (http://www4.carleton.ca/cifp/) pour tous les pays éligibles au FAD . À noter que les données ne sont pas disponibles au format base de données portable (Excel) et doivent être extraites manuellement à partir de la page web HTML.
Indice ND-GAIN <i>Université Notre Dame</i>	L'Indice pays ND-GAIN résume la vulnérabilité d'un pays aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux en combinaison avec son état de préparation à améliorer la résilience. Il a pour objectif d'aider les entreprises et le secteur public à mieux définir des priorités d'investissement en vue d'une réponse plus efficiente aux défis mondiaux immédiats.	L'indice est composé d'une note de vulnérabilité et d'une note d'état de préparation. La note de vulnérabilité prend en compte 36 indicateurs répartis dans six secteurs vitaux – alimentation, eau, santé, services écosystémiques, habitat humain et infrastructures. L'état de préparation se mesure à l'aide de neuf indicateurs répartis dans trois composantes – économie, bien-être social et gouvernance. Les notes vont de zéro à 100, où plus la note est élevée plus la situation est satisfaisante.	Produit chaque année pour 192 pays ; dernières données publiées pour 2014.	Données disponibles sur le site internet du ND-GAIN (http://index.gain.org/) pour les pays éligibles au FAD à l'exception du Soudan du Sud.
Indice de vulnérabilité environnementale <i>Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées (SOPAC) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)</i>	Cet indice rend compte de l'état de vulnérabilité environnementale des pays, c'est-à-dire le degré de sensibilité de l'environnement naturel aux dommages et à la dégradation. Il ne porte pas sur la vulnérabilité des systèmes sociaux, culturels ou économiques, ni sur l'environnement dominé par les systèmes humains (villes ou exploitations agricoles, par exemple).	L'indice se fonde sur 50 indicateurs qui s'articulent autour de composantes se rapportant essentiellement à l'intégrité de l'écosystème et à la façon dont il est menacé par les risques naturels et anthropiques. Plus précisément, chaque indicateur est classé en plusieurs sous-indices, à savoir : les changements climatiques, la biodiversité, l'eau, l'agriculture et la pêche, la santé humaine, la désertification et l'exposition aux catastrophes naturelles. Les notes vont de 1 à 7. Une note la plus élevée indique une vulnérabilité extrême.	Produit chaque année en théorie ; les dernières données publiées remontent à 2004 cependant.	Données disponibles sur le site internet de l'IVE (http://www.vulnerabilityindex.net/) pour tous les pays éligibles au FAD à l'exception du Soudan du Sud. À noter que les données ne sont pas disponibles au format base de données portable (Excel) et doivent être extraites manuellement à partir de rapports PDF.
Indice de la faiblesse des États dans le monde en développement <i>Brookings Institution</i>	Cet indice a pour objectif de rendre compte de la faiblesse des pays en fonction de leur performance relative dans quatre sphères : économie, politique, sécurité et bien-être social. Les États faibles y sont définis comme n'ayant pas à la capacité essentielle et/ou la volonté d'assumer quatre responsabilités publiques essentielles, à savoir : créer un environnement propice à une croissance économique équitable et durable ; établir et maintenir des institutions politiques légitimes, transparentes et responsables ; préserver la population de conflits violents et contrôler leur territoire ; et répondre aux besoins humains élémentaires de la population.	L'indice se fonde sur vingt indicateurs répartis dans quatre domaines : économie, politique, sécurité et bien-être social. Le panier économique évalue la capacité de l'État à garantir à ses citoyens un environnement économique stable, tandis que le panier politique évalue la qualité des institutions politiques et la mesure dans laquelle les citoyens acceptent le système de gouvernance. Le panier de sécurité mesure si l'État est capable d'assurer la sécurité physique de ses citoyens ; et le panier de bien-être social, la manière dont l'État pourrait satisfaire aux besoins fondamentaux de ses citoyens. Les notes vont de 0 à 10. Plus la note est élevée, moins la situation est fragile.	Produit chaque année , en théorie, pour 141 nations en développement ; les dernières données publiées remontent à 2008.	Données disponibles sur le site internet de Brookings (http://www.brookings.edu/) pour tous les pays éligibles au FAD à l'exception du Soudan du Sud. À noter que les données ne sont pas disponibles au format base de données portable (Excel) et doivent être extraites manuellement à partir de rapports PDF.

Annexe II : Résumé de l'impact des simulations étudiées

Tableau A1 : Résumé de l'impact de l'IFE

		Scénario 1 Exp. IFE (+0.5)		Scénario 2 Exp. IFE (+1.0)		Scénario 3 Exp. IFE (+1.5)	
		Nom bre	Moyenne (MM UC)	Nom bre	Moyenne (MM UC)	Nom bre	Moyenne (MM UC)
Allocation supérieure	<i>Pays FAT</i>	11	+5,24	11	+9,82	11	+15,35
	<i>Pays non FAT</i>	6	+8,60	6	+17,35	7	+23,52
	Total	17	+6,43	17	+12,48	18	+18,53
Pas de changement	<i>Pays FAT</i>	5	-	5	-	5	-
	<i>Pays non FAT</i>	5	-	5	-	5	-
	Total	10	-	10	-	10	-
Allocation inférieure	<i>Pays FAT</i>	2	-4,23	2	-8,12	2	-11,20
	<i>Pays non FAT</i>	9	-12,02	9	-23,38	8	-41,83
	Total	11	-10,60	11	-20,61	10	-35,71
Ressources redistribuées (millions d'UC)		109,48		212,45		334,08	

Note : l'impact de chaque simulation est mesuré à l'aune du scénario de référence.

Les résultats montrent qu'en incluant l'IFE dans la formule d'ABP, la redistribution totale des ressources ABP aurait varié entre 109 millions d'UC et 334 millions d'UC au cours du cycle, en faveur de 17 à 19 pays, dont 11 éligibles aux ressources de la FAT. Pour le scénario 2, l'impact sur les allocations de ces 11 pays serait de 9,82 millions d'UC par cycle. Alors que l'allocation resterait la même – au niveau de l'ABP minimum – pour 5 des pays éligibles à la FAT, elle diminuerait pour 2 d'entre eux.

Tableau A2 : Résumé de l'impact de l'IEF

		Scénario 1 Exp. IEF (+0,5)		Scénario 2 Exp. IEF (+1)		Scénario 3 Exp. IEF (+1,5)	
		Nom bre	Moyenne (MM UC)	Nom bre	Moyenne (MM UC)	Nom bre	Moyenne (MM UC)
Allocation supérieure	<i>Pays FAT</i>	9	+3,44	9	+5,91	9	+8,48
	<i>Pays non FAT</i>	6	+3,32	6	+7,09	6	+10,51
	Total	15	+3,39	15	+6,38	15	+9,29
Pas de changement	<i>Pays FAT</i>	5	-	5	-	5	-
	<i>Pays non FAT</i>	5	-	5	-	5	-
	Total	10	-	10	-	10	-
Allocation inférieure	<i>Pays FAT</i>	4	-1,79	4	-3,40	4	-5,09
	<i>Pays non FAT</i>	9	-5,18	9	-9,71	9	-14,06
	Total	13	-4,14	13	-7,77	13	-11,30
Ressources redistribuées (millions d'UC)		51,05		95,96		139,60	

Note : l'impact de chaque simulation est mesuré à l'aune du scénario de référence.

Avec l'ajout de l'IEF à la formule d'ABP, la redistribution des ressources varierait entre 51,05 millions et 139,60 millions d'UC par cycle. Les résultats des simulations donnent à penser que, pour les trois scénarios, quinze pays recevraient des allocations supérieures, dont neuf pays éligibles à la FAT. Les ressources supplémentaires allouées à ces derniers seraient de 5,91 millions d'UC par cycle selon le scénario 2. Il n'y aurait pas d'incidence sur les allocations de cinq pays FAT et de cinq pays non FAT ; ce qui maintiendrait l'allocation FAD à son niveau minimum actuelle, soit 15 millions d'UC par cycle. Cela étant, parmi les treize pays qui seraient touchés par des allocations inférieures, quatre seraient des pays éligibles à la FAT, qui enregistrent une baisse moyenne de 1,79 million d'UC, 3,40 millions d'UC et 5,09 millions d'UC par cycle, respectivement pour les scénarios 1, 2 et 3.

Tableau A3 : Résumé de l'impact de l'IVE

		Scénario 1 Exp. IVE (+0,5)		Scénario 2 Exp. IVE (+1,0)		Scénario 3 Exp. IVE (+1,5)	
		Nom bre	Moyenne (MM UC)	Nom bre	Moyenne (MM UC)	Nom bre	Moyenne (MM UC)
Allocation supérieure	Pays FAT	10	+8,45	10	+22,79	12	+28,19
	Pays non FAT	11	+12,11	13	+28,61	12	+44,33
	Total	21	+10,37	23	26,08	24	+36,26
Pas de changement	Pays FAT	6	-	6	-	4	-
	Pays non FAT	3	-	3	-	2	-
	Total	9	-	9	-	6	-
Allocation inférieure	Pays FAT	2	-63,19	2	-100,29	2	-128,59
	Pays non FAT	6	-15,55	4	-103,99	4	-107,57
	Total	8	-27,46	6	-102,76	8	-112,82
Ressources redistribuées (millions d'UC)		223,99		611,79		890,79	

Note : l'impact de chaque simulation est mesuré à l'aune du scénario de référence.

Pour les trois scénarios proposés, les ressources redistribuées seraient relativement élevées. En fait, elles seraient beaucoup plus importantes que celles affichées par les deux options précédentes concernant l'IFE et l'IEF. La redistribution dépasserait les 600 millions d'UC par cycle pour les scénarios 2 et 3. Nos simulations montrent que parmi les 21 à 24 allocations d'ABP supérieures, dix à douze iraient aux pays éligibles à la FAT. Alors que l'augmentation moyenne d'allocation pour les pays plus performants s'établit à 8,45 millions d'UC, 22,79 millions d'UC et 28,19 millions d'UC par cycle respectivement pour les scénarios 1, 2 et 3, les pays éligibles à la FAT obtiendraient moins de ressources supplémentaires que les pays non éligibles à la FAT. De plus, six à huit pays éligibles à la FAT ne conserveraient que l'allocation minimum (15 millions d'UC par cycle), tandis deux pays éligibles à la FAT pourraient connaître d'importantes baisses par cycle.

Tableau A4 : Résumé de l'impact de l'IDIA

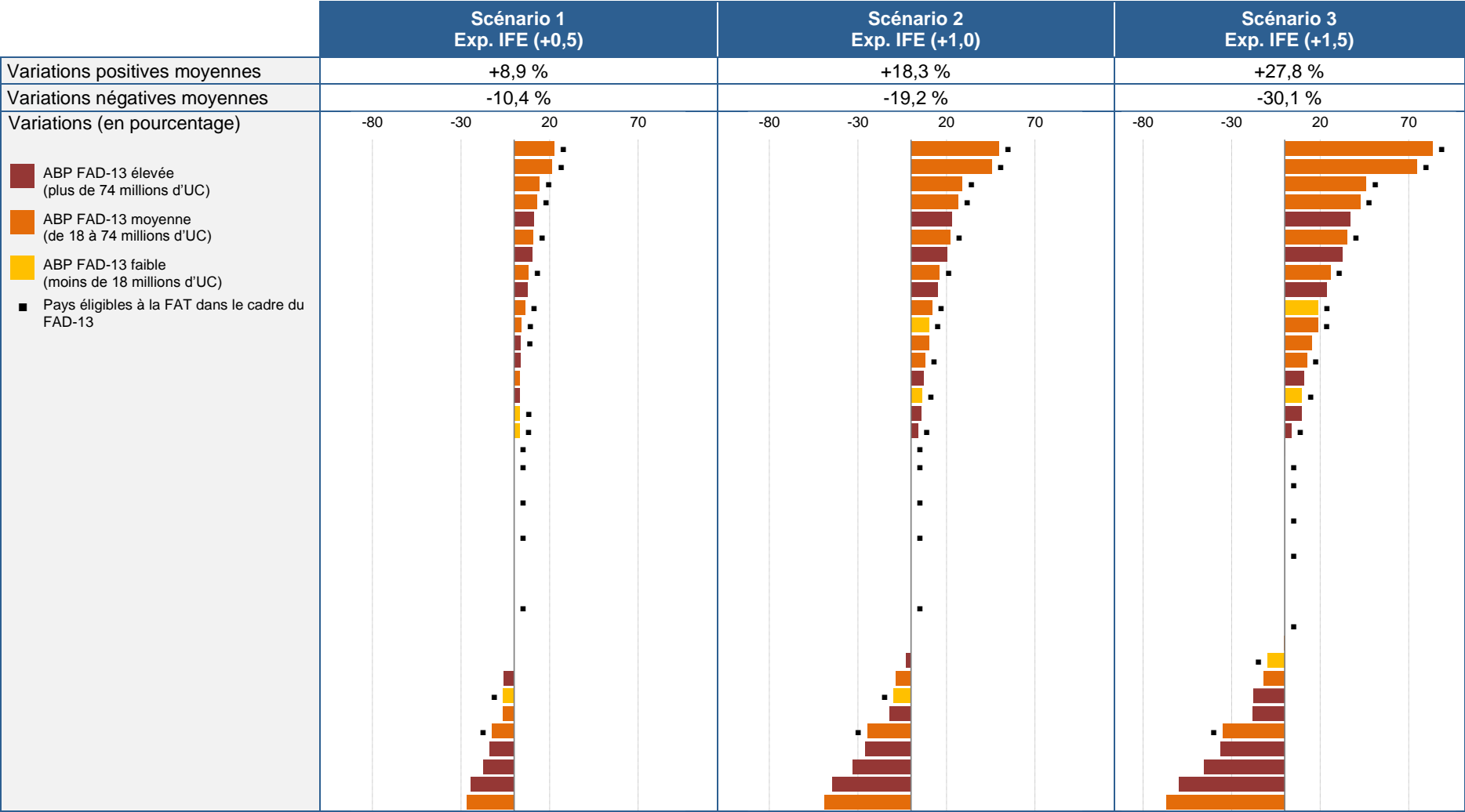
		Scénario 1 Exp. IDIA (-0,5)		Scénario 2 Exp. IDIA (-0,75)		Scénario 3 Exp. IDIA (-1,0)	
		Nom bre	Moyenne (MM UC)	Nom bre	Moyenne (MM UC)	Nom bre	Moyenne (MM UC)
Allocation supérieure	Pays FAT	9	+5,49	9	+10,09	9	+14,72
	Pays non FAT	5	+9,02	4	+24,45	4	+39,10
	Total	14	+6,75	13	+14,51	13	+22,22
Pas de changement	Pays FAT	5	-	5	-	5	-
	Pays non FAT	5	-	5	-	5	-
	Total	10	-	10	-	10	-
Allocation inférieure	Pays FAT	4	-1,59	4	-3,48	4	-5,86
	Pays non FAT	10	-9,45	11	-17,00	11	-25,80
	Total	14	-7,21	15	-13,39	15	-20,48
Ressources redistribuées (millions d'UC)		97,06		192,61		293,47	

Note : l'impact de chaque simulation est mesuré à l'aune du scénario de référence.

Environ treize à quatorze pays recevraient des ABP supérieures du fait de leur déficit en infrastructures. Pour les trois scénarios retenus, sur les dix-huit pays éligibles à la FAT, neuf bénéficieraient d'une ABP plus élevée que dans le scénario de référence. Dans l'intervalle, cinq d'entre eux ne conserveraient que l'allocation minimum (15 millions d'UC par cycle), tandis que quatre pays recevraient des ABP inférieures. La diminution de l'exposant d'IDIA aurait un effet distributif global de 97,06 millions d'UC, 192,61 millions d'UC et 293,47 millions d'UC pendant le cycle, respectivement selon les scénarios 1, 2 et 3. Cela se traduirait concrètement par un impact moyen positif sur les neuf pays éligibles à la FAT avec des allocations affichant une hausse moyenne de 5,49 millions d'UC, 10,09 millions d'UC et 14,72 millions d'UC par cycle respectivement pour les scénarios 1, 2 et 3.

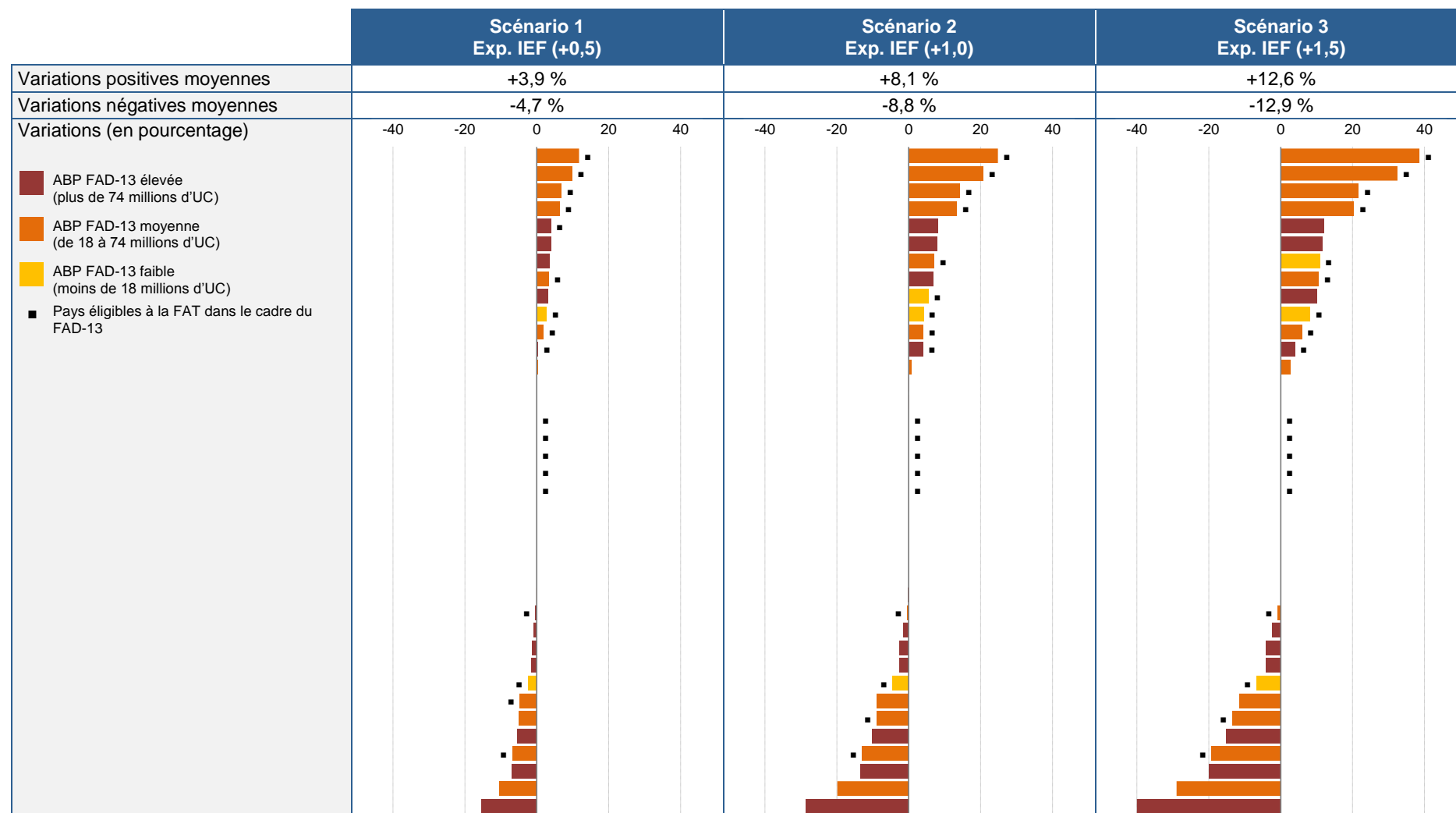
Annexe III : Impact des simulations étudiées sur les variations individuelles des ABP

Tableau B1 : Impact de l'IFE sur les variations individuelles des ABP



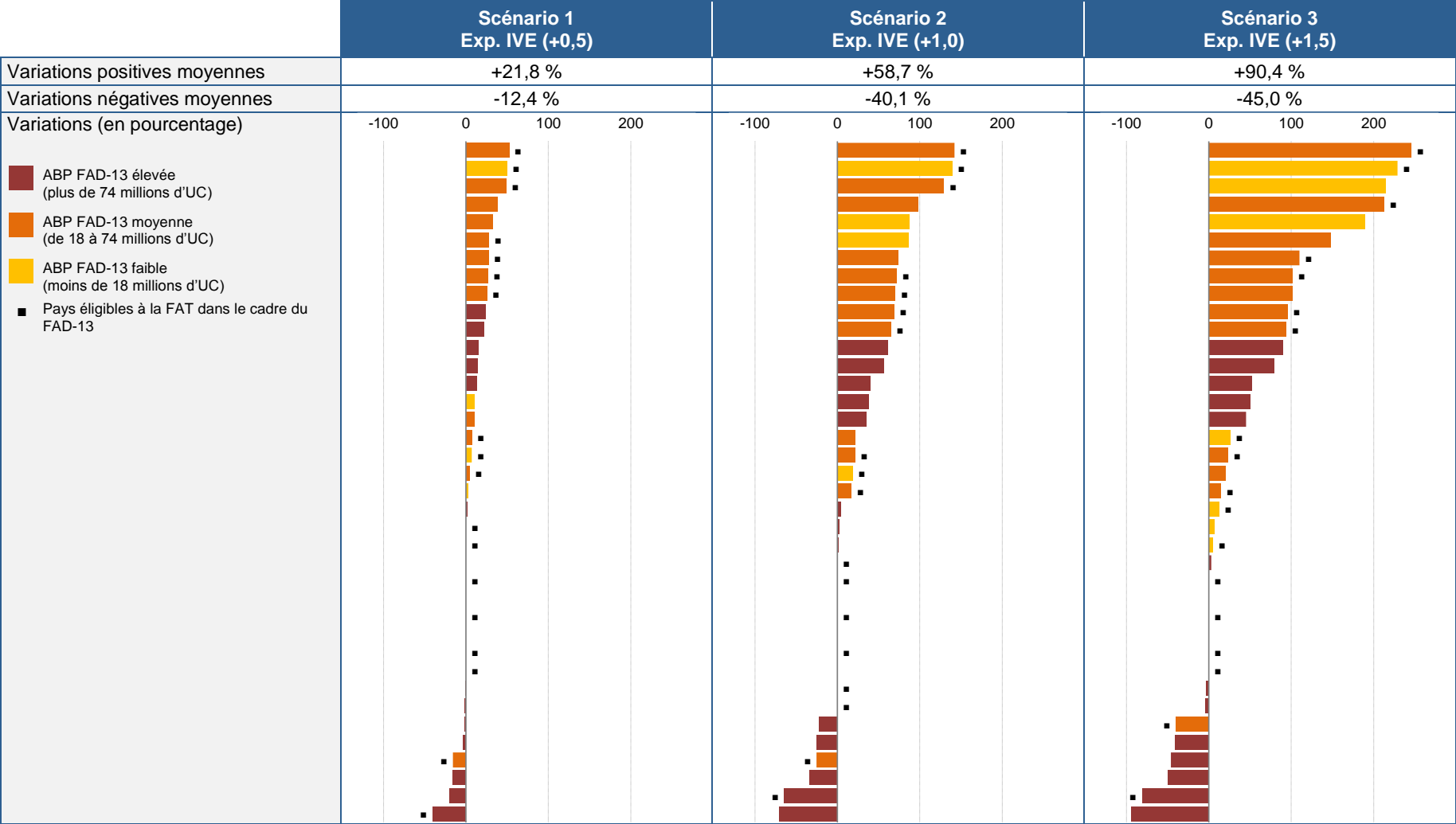
Note : les variations sont mesurées à l'aune du scénario de référence.

Tableau B2 : Impact de l'IEF sur les variations individuelles des ABP



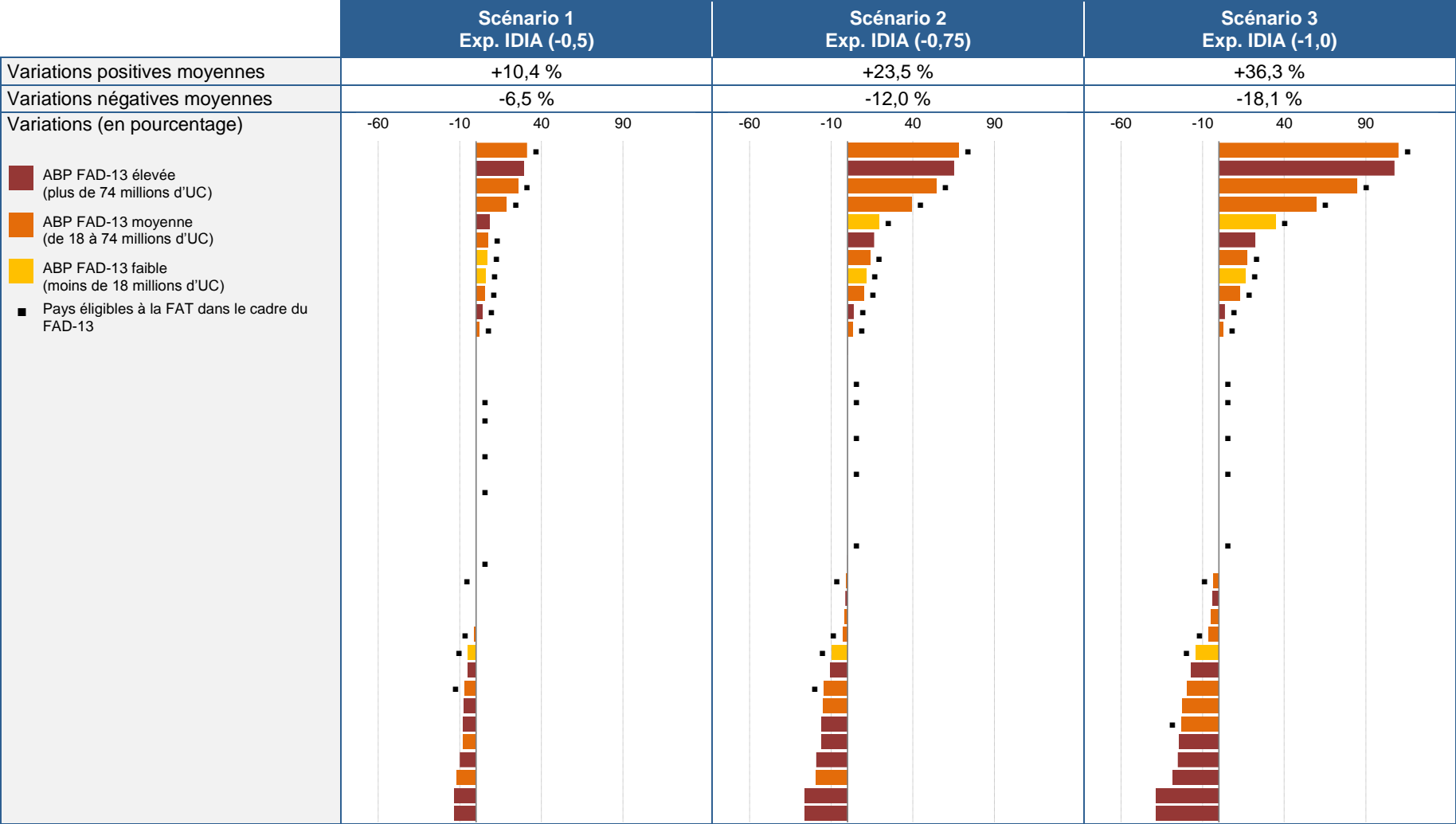
Note : les variations sont mesurées à l'aune du scénario de référence.

Tableau B3 : Impact de l'IVE sur les variations individuelles des ABP



Note : les variations sont mesurées à l'aune du scénario de référence.

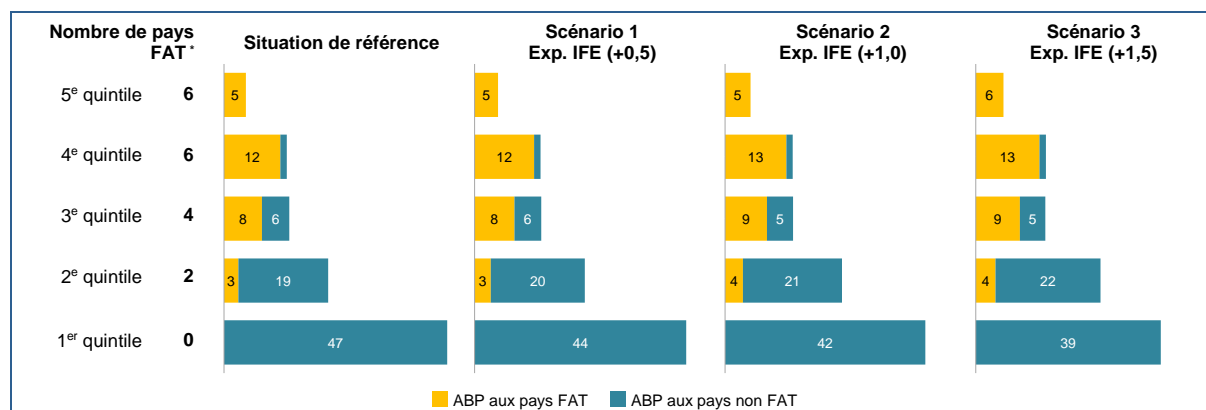
Tableau B4 : Impact de l'IDIA sur les variations individuelles des ABP



Note : les variations sont mesurées à l'aune du scénario de référence.

Annexe IV : Impact des options étudiées sur la performance

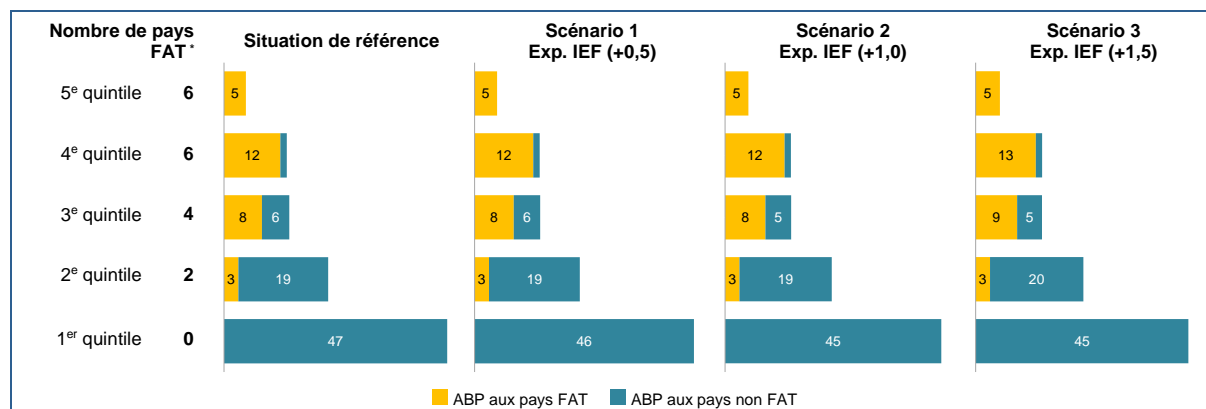
Graphique C1 : Impact de l'IFE sur la distribution des ABP par quintiles d'EPP (en pourcentage)



* La répartition des pays éligibles à la FAT par quintile est calculée par rapport à l'EPP de 2016.

En règle générale, l'ajout de l'IFE à la formule d'ABP préserverait l'alignement traditionnel entre performance et allocations. En comparaison avec le scénario de référence, les trois scénarios redistribuent les ressources du premier quintile EPP vers le deuxième. Plus de 65 % des ABP iraient aux seize pays les plus performants.

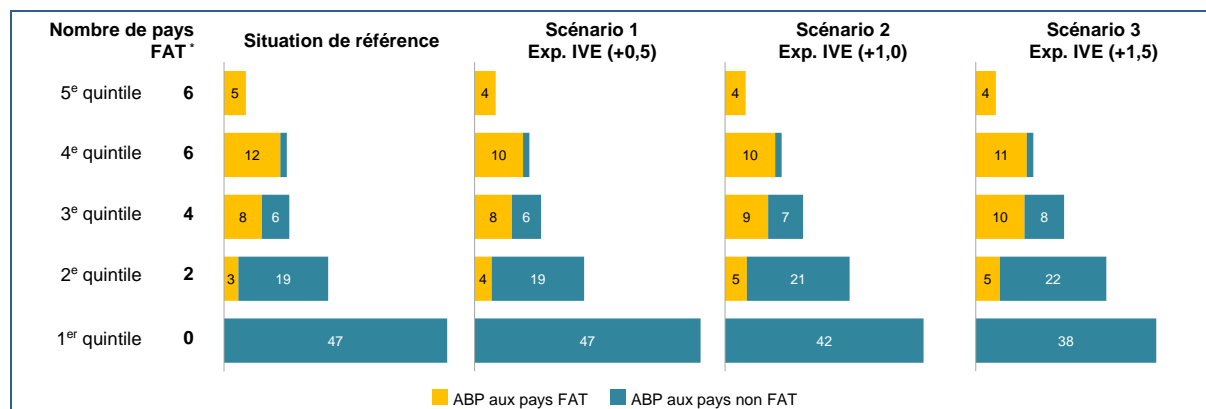
Graphique C2 : Impact de l'IEF sur la distribution des ABP par quintiles d'EPP (en pourcentage)



* La répartition des pays éligibles à la FAT par quintile est calculée par rapport à l'EPP de 2016.

Les données indiquent que, pour les trois scénarios, l'ajout de l'IEF à la formule d'ABP existante éloignerait les ressources des premier et deuxième quintiles de CPA, ce qui permettrait en retour la rétention de plus de 65 % des allocations pour les seize pays les plus performants. L'effet de redistribution serait plus important selon le scénario 3, qui applique un exposant de (+1,5), les deux quintiles supérieurs perdant environ 2 % des ressources.

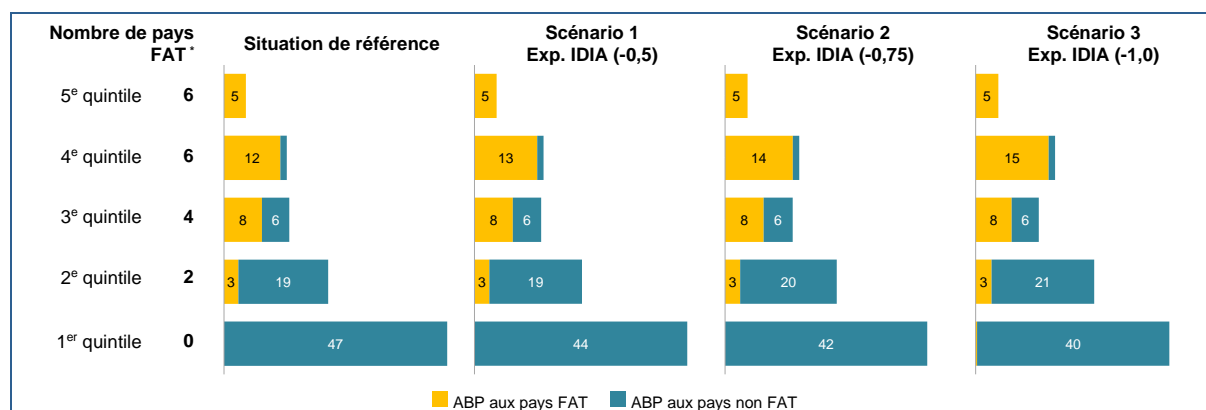
Graphique C3 : Impact de l'IVE sur la distribution des ABP par quintiles d'EPP (en pourcentage)



* La répartition des pays éligibles à la FAT par quintile est calculée par rapport à l'EPP de 2016.

D'après les trois scénarios, l'ajout de l'IVE à la formule existante donnerait lieu à une allocation de plus de 65 % des ABP aux seize pays les plus performants. Cela est dû au fait que la redistribution des ressources se ferait principalement du premier quintile vers le deuxième.

Graphique C4 : Impact de l'IDIA sur la distribution des ABP par quintiles d'EPP (en pourcentage)

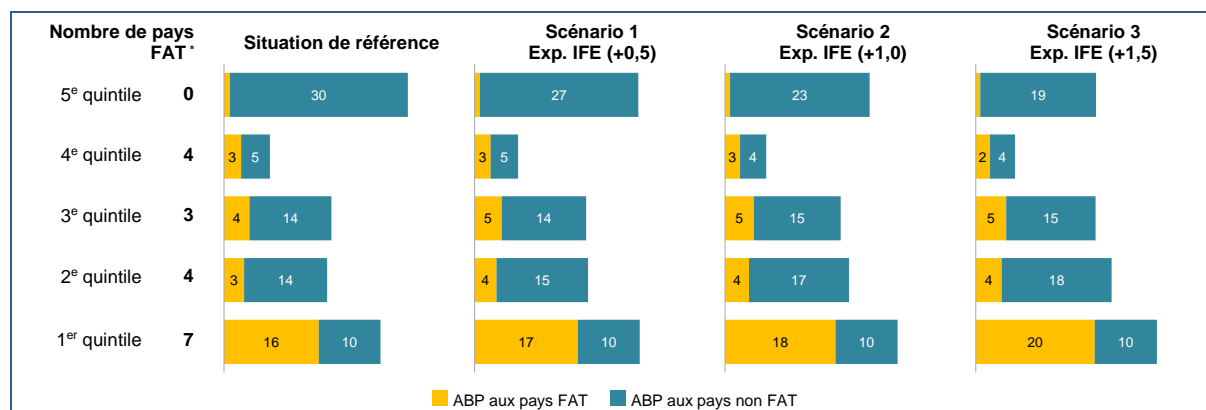


* La répartition des pays éligibles à la FAT par quintile est calculée par rapport à l'EPP de 2016.

La diminution de l'exposant de l'IDIA n'altère pas en substance le lien entre performance et taille des allocations par rapport au scénario de référence. Pour les trois scénarios, les deux quintiles les plus performants recevraient plus de 65 % des ressources d'ABP. Cela est dû au fait qu'une partie de la redistribution se ferait du premier vers le deuxième quintile.

Annexe V : Impact des options étudiées sur les besoins liés à la fragilité

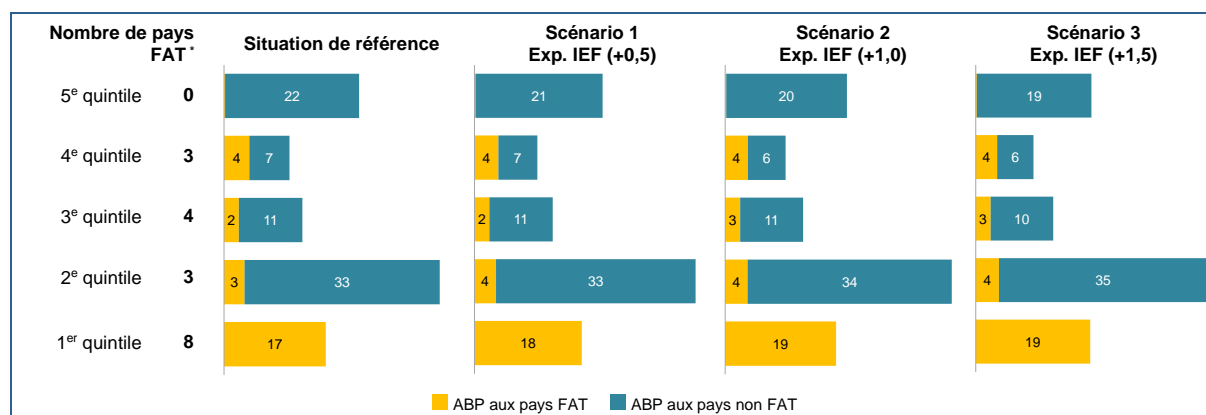
Graphique D1 : Distribution des ABP par quintiles d'IFE (en pourcentage)



* La répartition des pays éligibles à la FAT par quintiles est calculée par rapport à la moyenne 2012-2014 de l'IFE.

D'après le scénario de référence, environ 44 % des ressources d'ABP seraient canalisées vers les seize pays les plus fragiles, tels que mesurés par les notations d'IFE (premier et deuxième quintiles). Il est intéressant de noter que 11 de ces seize pays sont actuellement éligibles à la FAT. L'ajout de l'IFE dans la formule d'ABP augmenterait cette part, la faisant passer à 53 % dans le scénario 3. Les troisième et quatrième quintiles resteraient stables, tandis que l'augmentation progressive de l'exposant d'IFE transférerait les ressources du cinquième vers les premier et deuxième quintiles d'IFE. Les pays éligibles à la FAT dans le premier quintile bénéficieraient le plus de cette redistribution, leur part de ressources passant de 16 % selon dans le scénario de référence à 20 % dans le scénario 3. En outre, les pays non éligibles à la FAT obtiendraient la majeure partie des ressources qui seraient transférées vers le quatrième quintile.

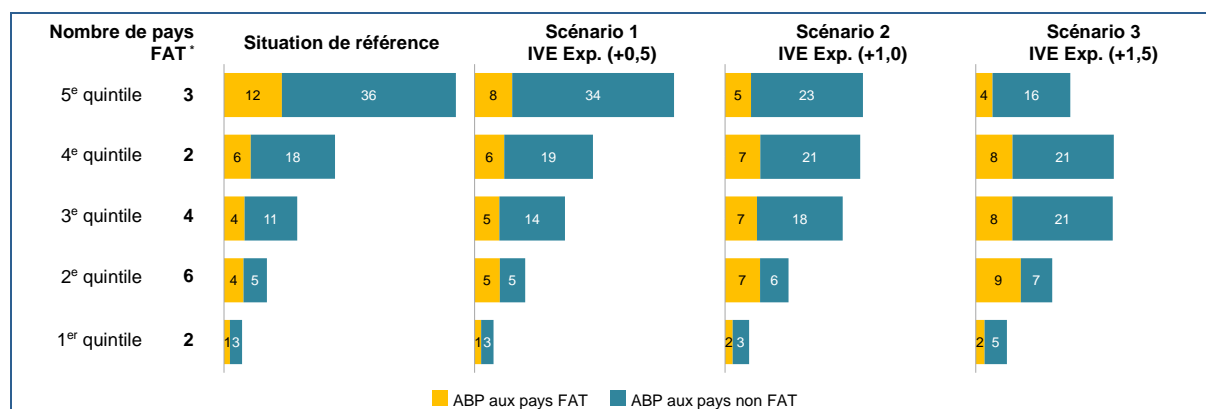
Graphique D2 : Distribution des ABP par quintiles d'IEF (en pourcentage)



* La répartition des pays éligibles à la FAT par quintiles est calculée par rapport à la moyenne 2013-2015 de l'IEF.

Les seize pays les plus fragiles, tels que définis par l'IEF, bénéficieraient de 53 % des ressources allouées, selon le scénario de référence. L'ajout de l'indice à la formule d'ABP contribuerait à accroître les ressources acheminées vers ces pays, les faisant passer à environ 58 % selon le scénario 3, dont 23 % iraient à onze pays éligibles à la FAT. Il est intéressant de noter également que le premier quintile d'IEF se compose entièrement de pays éligibles à la FAT, tandis que le cinquième quintile comprend uniquement des pays non éligibles à la FAT. Alors que les ABP acheminées vers le troisième quintile d'IEF resteraient à peu près constantes selon les trois scénarios, les ressources seraient également redistribuées des quatrième et cinquième quintiles vers les premier et deuxième quintiles, les premiers bénéficiaires étant les pays éligibles à la FAT.

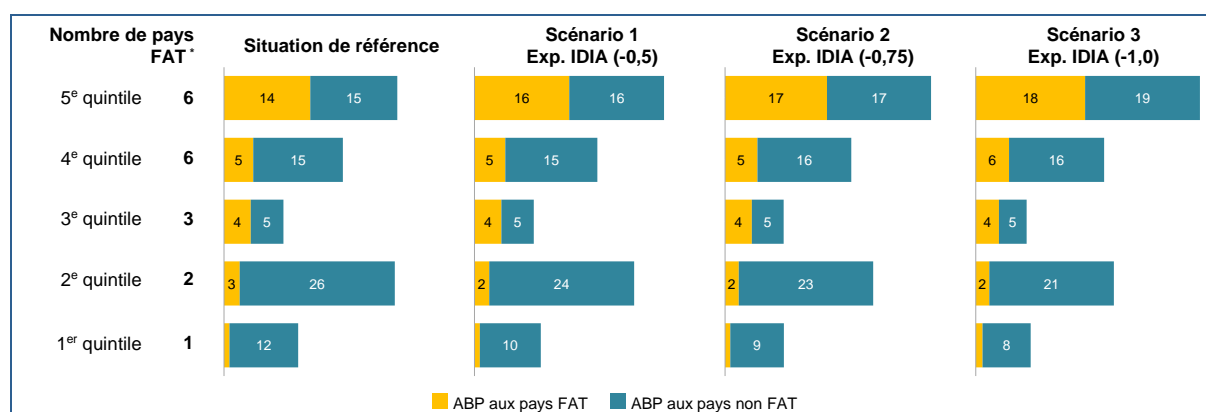
Graphique D3 : Distribution des ABP par quintiles d'IVE (en pourcentage)



* La répartition des pays éligibles à la FAT par quintiles est calculée par rapport à la moyenne 2009-2011 de l'IVE.

La ventilation des allocations par quintiles d'IVE donne à penser qu'il existe une faible corrélation entre l'indice et les pays éligibles à la FAT. En fait, alors que les seize pays les moins vulnérables (quatrième et cinquième quintiles) tels que définis par l'IVE recevraient la majeure partie des ABP avec plus de 70 %, seulement 13 % de l'ABP seraient alloués aux seize pays les plus vulnérables (premier et deuxième quintiles). De plus, pour les trois scénarios, les ressources seraient redistribuées de manière quasi-équitable du cinquième quintile vers les quatre quintiles restants, indifféremment entre les pays FAT et les pays non FAT.

Graphique D4 : Distribution des ABP par quintiles d'IDIA (en pourcentage)

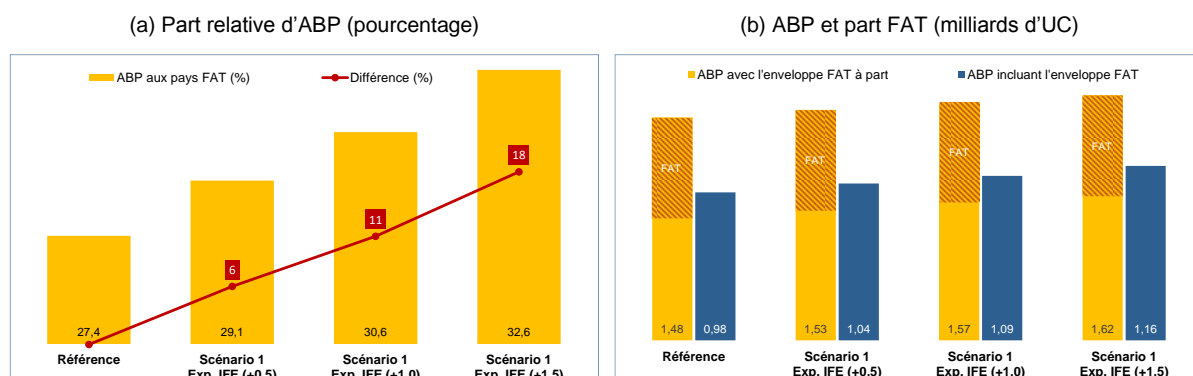


* La répartition des pays éligibles à la FAT par quintiles est calculée par rapport à la moyenne 2011-2013 de l'IDIA.

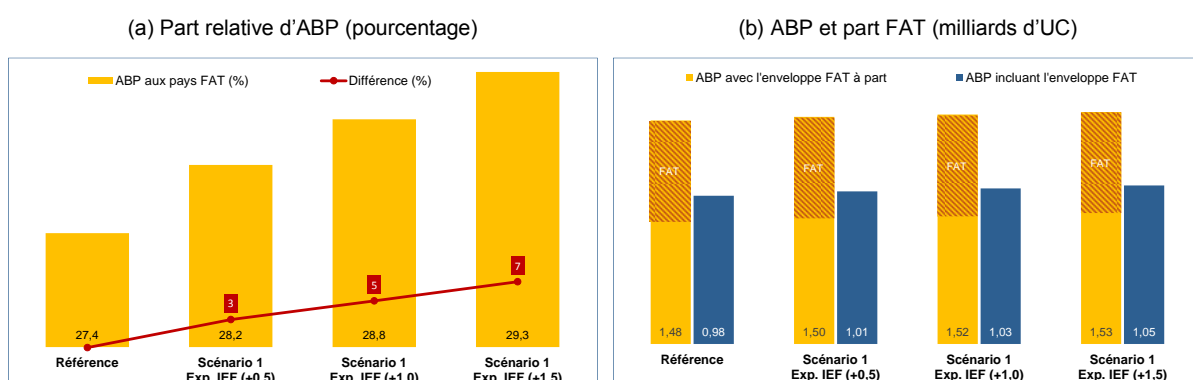
La ventilation des allocations par quintiles d'IDIA indique qu'environ la moitié des ressources d'ABP sont déjà acheminées vers les seize pays les moins développés au plan des infrastructures, selon le scénario de référence. La diminution de l'exposant de l'IDIA transfère les ressources des pays les mieux dotés en infrastructures (premier et deuxième quintiles) vers ceux qui présentent les plus grands déficits d'infrastructures (cinquième et quatrième quintiles). Cela augmenterait, jusqu'à 59 %, la part de ressources d'ABP allant à ce dernier groupe selon le scénario 3, dont 24 % pour des pays éligibles à la FAT.

Annexe VI : Impact des options étudiées sur les allocations des pays éligibles à la FAT

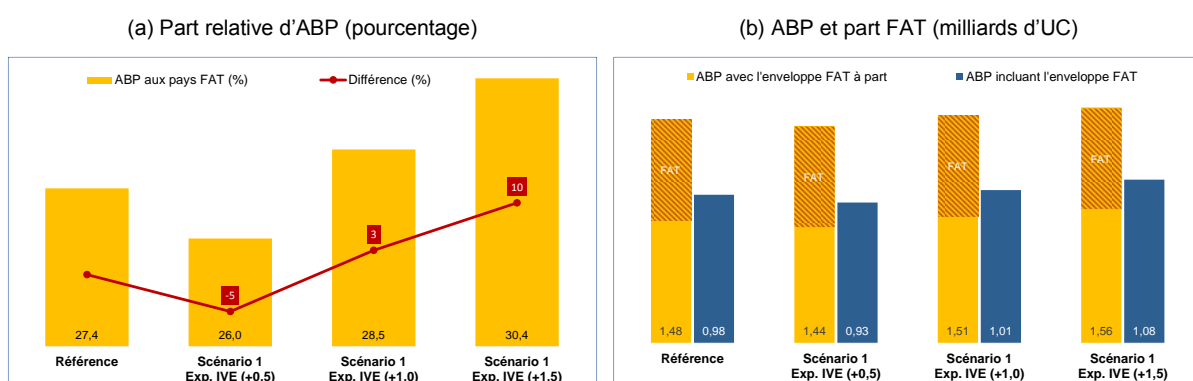
Graphique E1 : Impact de l'IFE sur les allocations des pays éligibles à la FAT



Graphique E2 : Impact de l'IEF sur les allocations des pays éligibles à la FAT

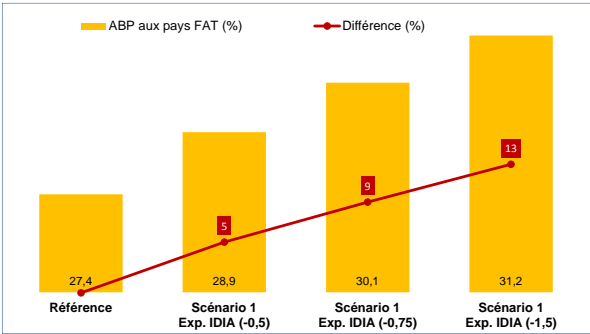


Graphique E3 : Impact de l'IVE sur les allocations des pays éligibles à la FAT



Graphique E4 : Impact de l'IDIA sur les allocations des pays éligibles à la FAT

(a) Part relative d'ABP (pourcentage)



(b) ABP et part FAT (milliards d'UC)

